

MENACES SUR LA DÉMOCRATIE

Depuis le début des mouvements sociaux, tous confondus, gilets jaunes, lycéens, enseignants, etc., les «forces de l'ordre» se lâchent. On reconnaît qu'elles sont en cela les dignes exécuteurs des basses œuvres ordonnées par le gouvernement :

- Arrestations, mutilations, interdictions, détentions, condamnations, fouilles, contrôles,
- Tirs de flash balls visant le visage et les parties intimes, ce qui est formellement interdit,
- Utilisation, sur les manifestants, outre les canons à eau, de gaz lacrymogènes, lesquels sont considérés comme des armes chimiques et interdits de guerre, conformément aux accords internationaux. Des officiers supérieurs ont d'ailleurs confirmé que certains des 14 blindés déployés par les gendarmes contenaient un dispositif radical (poudre incapacitante) ne devant être utilisé qu'en dernier recours contre leurs propres citoyens,
- Appels haineux au meurtre d'un ex-ministre et soi-disant philosophe (sic), Luc Ferry,
- Commandes, pour la police et la gendarmerie, de grenades, dont l'une contenant du TNT peut causer de graves mutilations voire tuer, par un appel d'offres pour 22 millions d'euros (hors TVA). Ce sont des «grenades assourdissantes, lacrymogènes, fumigènes, cartouches-grenades et lanceurs de flash balls». Le contrat est passé pour 4 ans encore, soit jusqu'à la fin du quinquennat.

Une telle préparation matérielle laisse entendre que le pouvoir souhaite vraiment aller à l'affrontement, afin de servir sa politique répressive, avec autant de provocations policières que nécessaire pour briser tout mouvement de contestation et asseoir son autorité.

A la date de rédaction de cet éditto, depuis le début du mouvement des gilets jaunes, on recense, du fait des violences policières :

- ♦ 98 blessés graves
- ♦ 1 personne tuée par grenade
- ♦ 4 mains arrachées par grenades
- ♦ 17 personnes éborgnées par flash balls

Les gardiens de la paix sont devenus les gardiens de la haine.

Cela devrait soulever des questions parmi les groupes de défense des droits civiques et les organisations de surveillance. L'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques dont le siège est à La Haye, est l'une de ces organisations, dont la France est pourtant membre.

Alors, le jour où la République en Marche sera en panne d'inspiration, que nous réservera-t-elle ? Pour l'heure, le pouvoir cherche à terroriser le peuple. Sa police a des moyens sans cesse renforcés, tant du côté de la surveillance que du côté de la répression. Aujourd'hui, le pouvoir et sa police ont accès à tout, ou presque, moyens matériels et juridiques confondus.

Apparemment, ce pouvoir qui cherche à nous faire peur, à nous intimider, à nous surveiller, prépare le terrain pour Le Pen, avec son régime ultra autoritaire, si elle arrive au pouvoir. Elle pourra alors disposer d'un fichage de la population sans précédent et d'une police décomplexée pour faire ce qui lui passera par la tête. Il est donc essentiel de stopper Macron au plus vite et de remettre totalement en question le système politique et économique.

Sommaire

1. L'éditto
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 0184213300
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Mensuel - 1,06 €
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE
ISSN : 2112-2776
Commission Paritaire : 0124 S 08416

► **LE 5 FÉVRIER : JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS... JOURNÉE RÉUSSIE !**

Des centaines de sites en grève, des dizaines de milliers de manifestants, actifs retraités, jeunes, lycéens, ET MÊME GILETS JAUNES ont fait la démonstration que l'appel lancé par la CGT répondait à une attente des salariés.



LES ACTIONS COMMUNES GILETS JAUNES/GILETS ROUGES se sont multipliées, la convergence se fait de plus en plus, et dans un esprit constructif de part et d'autre.



RENDEZ-NOUS NOTRE POUVOIR D'ACHAT !

C'est ce qu'ont crié les retraités au président de la République le 31 janvier, comparant les cadeaux faits aux milliardaires et au grand capital et les augmentations subies par la population et notamment les retraités. Ils ont rappelé leurs revendications, qui trouvent un écho dans celles des gilets jaunes : rétablissement de l'ISF, suppression du CICE et des exonérations de cotisations patronales, éradication de la fraude fiscale, entre autres... (voir une photo marseillaise en page 3)

INTERNATIONAL

VENEZUELA : on assiste actuellement à une véritable opération d'intox de la part des médias, qui ne font s'exprimer que des opposants au président élu démocratiquement et jamais la grande majorité du peuple qui le soutient.

Rappelons quelques vérités : le gouvernement de Maduro consacre 43 % du budget de l'état aux politiques sociales. Résultat, malgré la guerre économique qu'il subit, coachée par les Etats Unis, le taux de mortalité infantile a été divisé par 2, l'analphabétisme éradiqué, le nombre de professeurs des écoles multiplié par 5, plus d'un million de logements sociaux construits... L'opposition de droite et les gros propriétaires se servent de leurs médias pour essayer de reprendre le pouvoir. Les USA convoitent le pétrole du Venezuela, ils ont tout fait pour déstabiliser le pays et il n'est pas étonnant que Trump ait été le premier à reconnaître le responsable du coup d'état, Juan Guaido. Et, bien sûr, Macron hurle avec les loups !

DAVOS : les dirigeants d'entreprise et les responsables politiques du monde entier (3200 personnes) se sont invités à Davos en Suisse, du 22 au 25 janvier 2019, pour tenir l'annuel forum économique mondial. Ils se sont notamment engagés à réduire l'empreinte carbone mais... ils ont utilisé 1500 jets privés ! Et ont choisi comme président d'honneur le Brésilien Bolsonaro, celui qui va livrer l'Amazonie aux destructeurs et chasser les Indiens de toutes leurs terres !

Comme à chacun de ces forums, les perdants seront encore et toujours les travailleurs et d'une manière plus générale les populations de tous les pays..

RESTE À CHARGE ZÉRO (2ÈME PARTIE)

LE DENTAIRE : en 2012, près de 4,7 millions de personnes auraient renoncé à des soins prothétiques pour des raisons financières ! La réponse du gouvernement :

L'instauration de plafonds tarifaires, permettant de mettre en œuvre, à partir du 1er avril 2019, un panier de soins avec un reste à charge « maîtrisé ». Concrètement, au moment où le patient devra se faire poser une prothèse, le chirurgien-dentiste aurait l'obligation de fournir un devis pour chaque panier. A charge ensuite pour le patient de choisir la qualité de la prothèse qu'il souhaite se faire poser et avec quel reste à charge au final.

Il a été estimé une augmentation de 6 à 8 % des complémentaires santé d'où l'organisation par étapes sur 5 ans, permettant d'étaler les risques de rattrapage des soins prothétiques, de donner des gages de rémunérations aux chirurgiens-dentistes en revalorisant les actes des soins conservateurs et de prévention (détartrage, soins des caries...) et d'étaler l'encadrement des tarifs des prothèses... En contrepartie, les chirurgiens-dentistes s'engageraient sur des tarifs imposés (RAC à ZÉRO) et de tarifs plafonnés (RAC modéré ou maîtrisé).

Pour rappel, dépassements d'honoraires et prix libre des prothèses datent du gouvernement Barre, un accord ayant été conclu entre l'assurance maladie et les chirurgiens-dentistes. Cet accord représente un coût pour la Sécurité sociale et pour les complémentaires. Devinez qui va payer ?

L'OPTIQUE : la prise en charge des soins d'optique est de 4 % par l'Assurance Maladie, 74% par les complémentaires santé et 22 % par les ménages...

Dans le cadre des concertations, il est envisagé, sans que cela ne soit arbitré, une prise en charge dans le cadre du RAC 0 et un désengagement total de l'Assurance Maladie en dehors de celui-ci, laissant l'entièreté de la dépense sur les complémentaires et les ménages...

Quels équipements dans le cadre du RAC 0 : ceux qui valent au maximum 95 € (monture + les 2 verres simples), jusqu'à 265 € (monture + les 2 verres très complexes). Pour les verres progressifs, les prix maxima pourront varier de 180 € à 370 €. A l'intérieur de ces prix maxima de vente imposés aux opticiens, et dans tous les cas, le prix de la monture ne pourra excéder 30 € ! Ceux qui voudront des montures de meilleure qualité, pourront bénéficier de leur remboursement intégral sur les verres dans la limite décrite ci-avant et en enlevant les 30 € pour leur monture.

ET TOUJOURS RIEN DE PRÉVU POUR CELLES ET CEUX QUI N'ONT PAS LES MOYENS DE SE PAYER UNE COMPLÉMENTAIRE...

(A SUIVRE)

Pour tout savoir : <http://fnic-cgt.fr>, La Voix des Industries chimiques n°534.

VIE NOUVELLE

Les avis sont unanimes : le magazine des retraités de la CGT est attrayant, intéressant, informatif, il mérite qu'on le fasse largement connaître !

En 2018, pour notre fédération, 24 nouveaux abonnements individuels et 185 collectifs. Malgré cela, le nombre total de nos abonnés est en baisse, 6 individuels et 111 collectifs.

Au global, toutes fédérations, 853 nouveaux abonnements individuels et 5 636 collectifs, pour un total de 61 410 abonnés, en progression de 308, malgré la suppression de 6 181 abonnements.

Pour s'abonner : Vie Nouvelle, 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex ou www.ucr.cgt.fr

☐ COMME À CHARONNE ?

Il y a 57 ans, le 8 février 1962, en pleine guerre d'Algérie, la police causait la mort de 9 manifestants qui défilaient pacifiquement pour protester contre les attentats fascistes de l'OAS. Autre gouvernement, mêmes méthodes, aujourd'hui des blessés demain des morts ?

ATTENTION/ATTENTION

**NOUVEAU NUMERO
POUR JOINDRE LA FNIC CGT
☎ 01.84.21.33.00.**

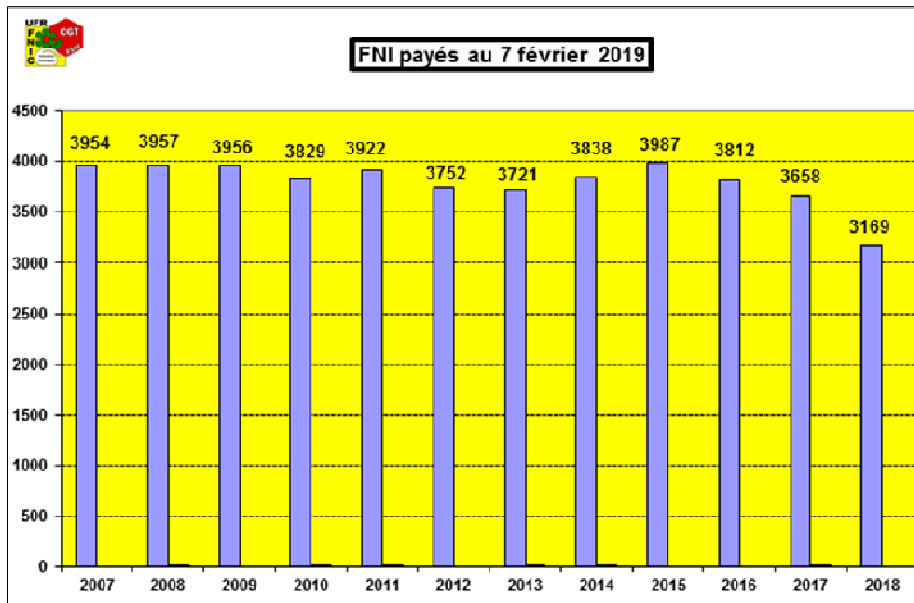
10 au 12 AVRIL,
Conférence internationale
Plasturgie/
Navigation de Plaisance.

25 AVRIL, Conseil
national de l'UFR.

L'année 2017
étant clôturée
le 28 février, il est
maintenant peu
probable que le
retard sur 2016

soit comblé. Ceux de nos camarades qui regardent attentivement les données constateront que le chiffre 2017 est inférieur à celui annoncé les mois précédents : en fait, une erreur a été corrigée, des FNI actifs ayant indûment été affectés à une section de retraités ! Autre sujet de préoccupation, le retard à date, qui s'accroît d'année en année. Les assemblées générales, les as-

semblées de remise des cartes, les CE des sections et des syndicats doivent vraiment prendre en compte les questions d'orga : il n'est pas possible que, à la fin février 2019 le FNI 2018, premier timbre de l'année, ne soit toujours pas réglé par trop de syndiqués ! Nous savons que, dans de trop nombreux cas, ce sont les animateurs des sections qui tardent à faire les déclarations à CoGÉTise : les adhérents croient être membres de la CGT, en fait ils ne le sont pas.... **ATTENTION, POUR LA REPRÉSENTATION AU CONGRÈS FÉDÉRAL, QUI SE TIENDRA EN 2020, CE SONT LES COTISATIONS VERSÉES EN 2017, 2018, 2019 QUI SERONT PRISES EN COMPTE.**



La vie des sections

DUNLOP MONTLUÇON

Le syndicat retraités Dunlop a tenu son Assemblée générale le jeudi 17 janvier 20

La participation a été légèrement plus faible que l'année précédente. Cependant, en réponse aux invitations que nous avons envoyées, quatre camarades nous ont rejoints.

Le syndicat remercie le secrétaire général de l'Union départementale et les membres du syndicat des actifs qui ont participé à nos travaux. Après un bref rappel des actions menées en 2018, nous avons longuement débattu sur le mouvement des gilets jaunes et des répercussions sur notre syndicat CGT.

Les interventions se sont focalisées sur la place de la CGT dans le mouvement actuel avec les actions à venir, que ce soit le 31 janvier ou le 5 février et la grève générale de 24 heures.

Après le rapport du trésorier et le renouvellement du bureau, nous avons partagé le repas

de l'amitié avant de se donner rendez-vous pour le 31 janvier.

PLATEFORME CHIMIQUE DE PONT DE CLAIX

Notre assemblée s'est déroulée le 18 janvier, avec une centaine d'adhérents.

Cette assemblée est aussi l'occasion de remettre les cartes.

Après un hommage à nos camarades disparus en 2018, le bilan de la section à était fait et surtout sur les actions à venir.

Notre section s'est engagée pour le 31 janvier et chacun des participants est parti avec des tracts à distribuer dans chaque quartier de son lieu d'habitation.

De plus un tractage aura lieu le dimanche 27 sur le marché de Pont-de-Claix.

L'assemblée s'est clôturée par le verre de l'amitié et le tirage des rois.



L'industrie pharmaceutique organise la pénurie, mettant en danger la vie des patients ! Les ruptures de stock de médicaments à intérêt thérapeutique majeur, ont été multipliées par 10 entre 2008 et 2017, passant de 50 à 530. Leur but : négocier les prix en toute opacité, utiliser les pénuries pour imposer leurs nouvelles molécules, plus chères. Il est loin le serment d'Hippocrate !